

Reprise de la séance

La séance est reprise à 8 heures.

LES SUBSIDES

La Chambre se forme en comité des subsides sous la présidence de M. Faulkner.

INDUSTRIE

1. Administration centrale, \$12,495,330.

[Français]

M. Forest: Monsieur le président, quelques minutes avant six heures, alors que la Chambre passait à l'étude des mesures d'initiative parlementaire, j'avais commencé à parler brièvement de la situation actuelle dans l'industrie textile et celle du vêtement. Je discutais des problèmes qui confrontent actuellement cette industrie, dont le maintien et le progrès sont essentiels pour un grand nombre de municipalités, particulièrement dans le Québec et l'Ontario.

Évidemment, le volume d'importations en provenance de pays où les coûts de production sont inférieurs demeure le problème le plus sérieux pour l'industrie textile canadienne et pour un grand nombre d'autres industries du pays.

Les chiffres pour la période s'étendant de 1954 à 1967 indiquent que l'industrie canadienne a vu sa part du marché baisser de 68 p. 100 à 60 p. 100. La pénétration importante des importations dans le marché canadien est évidente, puisqu'elle est, per capita, la plus considérable des pays industrialisés et que notre marché est trop facile d'accès aux pays exportateurs à faible coût de production.

En effet, en 1966, chaque habitant du Canada a acheté une valeur de \$19.32 en produits textiles. Le chiffre correspondant était de \$10.89 en Angleterre et de \$6.07 seulement aux États-Unis. Il ressort de ces chiffres que le Canadien utilise trois fois plus de produits textiles et de vêtements importés que l'Américain et deux fois autant que l'Anglais moyen.

On ne peut blâmer les manufacturiers canadiens de cette situation, car l'industrie textile canadienne est parmi les plus modernes au monde, au point de vue de la technologie. Elle a d'ailleurs investi environ 500 millions de dollars, depuis 1960, pour moderniser ses usines et accroître sa productivité.

De plus, je crois que les dirigeants de ces industries sont conscients des difficultés auxquelles se heurte le Canada, un pays exportateur, dans ses négociations avec certains pays, spécialement ceux avec lesquels notre balance commerciale est favorable, même si nos exportations consistent surtout en matières premières et que nous importons surtout des produits de fabrication.

Il est donc important que le gouvernement insiste pour assurer surtout la protection et le

[M. l'Orateur.]

maintien des produits qui se fabriquent en quantités plus importantes, en tenant compte évidemment des normes canadiennes de volume, à un coût raisonnable, si l'on veut que cette industrie parvienne à un degré plus poussé de rationalisation, comme le préconisent plusieurs autorités dans ce domaine. A moins qu'on y prenne garde, nos manufacturiers éprouveront des difficultés croissantes non seulement à maintenir leur production actuelle, mais aussi à prévoir une production efficace et à engager les fonds nécessaires au maintien d'un niveau d'emploi suffisant pour les années à venir.

L'industrie textile primaire est aujourd'hui le deuxième employeur dans le secteur manufacturier au Québec. Les récentes statistiques, spécialement dans l'industrie du coton, inquiètent, à juste titre, les industriels, les ouvriers, bref, tous ceux qui dépendent d'elle.

Il est donc essentiel d'éclaircir la situation et de planifier à plus longue échéance, dans le cadre d'une politique réaliste et bien établie, car les producteurs canadiens sont actuellement incapables de prévoir les conséquences de l'importation des produits fabriqués à faible coût de revient, en provenance de pays en voie de développement. Pour pouvoir se prémunir contre cette concurrence, car ils ne peuvent la deviner ou la prévoir, ils n'ont aucun indice ou renseignement. Or, leurs plans de production peuvent être établis normalement, longtemps à l'avance; actuellement, on dépense souvent, plus ou moins inutilement, beaucoup de temps et d'argent, mais, lorsque le moment est venu, on ne peut leur donner suite.

Il faut donc absolument établir une politique à long terme pour rendre justice à cette industrie. Je suis assuré que le ministre actuel, qui comprend ce problème, donnera suite à ces plans de production aussitôt que possible et instaurera une politique globale, qui permettra aux manufacturiers canadiens de connaître leur situation dans l'économie canadienne, par rapport aux importations de pays où le coût de la vie est moindre, et qui leur indiquera quel objectif viser en prenant leur décision d'investir. Cela aidera aussi le gouvernement, quant aux importations à bas prix, à établir une base d'ensemble au lieu d'avoir des politiques à brève échéance ou annuelles.

Le changement des structures du commerce mondial des produits textiles rend aussi de plus en plus nécessaire la mise en opération d'une nouvelle politique qui nous mènera non pas vers une baisse continue de la production, du nombre des emplois, des investissements et, aussi, la détérioration des conditions sociales dans les centres où sont situées